

Unité départementale du Loiret
3, rue du carbone
CEDEX 2
45072 Orléans

Orléans, le 28/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOUFFLET AGRICULTURE

Quai du Général Sarraill
B.P. 12
10400 Nogent-Sur-Seine

Références : VAT20250223
Code AIOT : 0010000943

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/03/2025 dans l'établissement SOUFFLET AGRICULTURE implanté Chemin Vert 45340 Auxe. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'opération du 17 mars 2025 s'inscrit dans le plan d'action dit « post-Lubrizol ».
Elle avait pour objectif de sensibiliser l'exploitant sur la nécessité :

- de disposer d'une stratégie en cas de perte d'utilité électrique de son site,
- et de définir les modalités de mise en sécurité de ses installations, en cas de perte d'utilité électrique prolongée.

Cette inspection a également porté sur les mesures de prévention mises en œuvre dans le cadre de la réalisation de travaux notamment par points chauds, et en particulier dans le cadre de la délivrance des permis d'intervention ou permis de feu.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOUFFLET AGRICULTURE
- Chemin Vert 45340 Auxe
- Code AIOT : 0010000943
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

L'ensemble des activités exploitées, par la société SOUFFLET Agriculture dans son établissement situé à AUXY, est réglementé par l'arrêté préfectoral du 09 juin 2016.

Sur ce site, la société SOUFFLET Agriculture est autorisée à exploiter les activités suivantes :

- rubrique 4718-1 : Autorisation, avec le statut SSB,
- rubrique 2160-2a : Autorisation.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Perte d'utilités
- AN25 Travaux et points chauds
- Risque incendie
- Risque surpression/projection

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Alimentation en énergie et utilités associées (1)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Demande d'action corrective	1 mois
2	Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Demande d'action corrective	1 mois
3	Arrêts et mise en sécurité (3.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Demande d'action corrective	1 mois
4	Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Demande d'action corrective	1 mois
5	Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	(3.c)			
6	Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secourus) (4.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Demande d'action corrective	1 mois
7	Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7	Demande d'action corrective	1 mois
8	Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52	Demande d'action corrective	1 mois
9	Plan d'action (6)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
15	Dispositions du plan de prévention	Décret du 07/03/2008, article /	Demande d'action corrective	1 mois
18	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
10	Identification des zones à risque	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Sans objet
11	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
12	Interdiction d'apporter du feu	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
13	Travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
14	Plan de prévention	Arrêté Ministériel du 19/03/1993, article 1	Sans objet
16	Travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet
17	Travaux et sous traitance	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet
19	Surveillance fin de travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Alimentation en énergie et utilités associées (1)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Alimentation en énergie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'assure pas en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité des installations de stockage de gaz inflammables liquéfiés.</p> <p>En l'absence d'alimentation électrique de l'établissement, le système de détection incendie et de fuite de gaz des réservoirs aériens de GPL ainsi que le report d'alarme associé sont secourus respectivement par un onduleur, d'une part, et une batterie, d'autre part.</p> <p>Interviewé sur les modalités d'alerte en cas de coupure de l'alimentation électrique de ces équipements, l'exploitant a indiqué que le système existant l'informerait d'un dysfonctionnement technique.</p> <p>Outre ces aspects, en l'absence d'alimentation électrique, les rampes d'aspersion d'eau des réservoirs aériens de GPL ne fonctionnent pas et leur mise en service n'est pas possible, puisque ces rampes sont alimentées par un groupe motopompe reliée à une réserve incendie, dont l'alimentation électrique n'est pas secourue.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°1.</p>

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie en cas de perte d'utilité électrique
Prescription contrôlée : L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. [...]
Constats : L'exploitant ne dispose pas d'une stratégie en cas de perte d'énergie électrique. Il lui appartient : <ul style="list-style-type: none"> • d'identifier les installations critiques en identifiant les effets directs d'une perte d'électricité à l'échelle de son site, • de disposer d'un point d'entrée chez son fournisseur d'énergie pour connaître la durée prévisionnelle d'indisponibilité, en cas de coupure d'alimentation électrique de son site, • de définir les mesures à engager immédiatement pour mettre en sécurité ses installations en cas de coupure d'alimentation électrique de son site, et plus particulièrement concernant l'installation de stockage de gaz liquéfié et la défense incendie.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°2. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Arrêts et mise en sécurité (3.a)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p> <p>Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Comme mentionné supra, en l'absence d'alimentation électrique de l'établissement, le système de détection incendie et de fuite de gaz des réservoirs aériens de GPL ainsi que le report d'alarme associé sont secourus respectivement par un onduleur, d'une part, et une batterie, d'autre part.</p> <p>En conséquence, le système de détection incendie et de fuite de gaz des réservoirs aériens de GPL est rapidement hors service. Outre cet aspect, en l'absence d'alimentation électrique, les rampes d'aspersion d'eau des réservoirs aériens de GPL ne fonctionneraient pas et leur mise en marche ne serait pas possible.</p> <p>Interviewé sur les modalités d'alerte en cas de coupure de l'alimentation électrique de ces équipements, l'exploitant a indiqué que le système existant l'informerait d'un dysfonctionnement technique.</p> <p>En se déplaçant sur site pour la levée de doute, l'exploitant constaterait l'absence d'alimentation électrique.</p> <p>Toutefois, l'exploitant n'a pas défini les conditions et modalités de maintien en sécurité de ses installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations seraient mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités doivent être formalisées dans une procédure.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°3.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 4 : Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Consignes d'exploitation et de sécurité.</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.</p> <p>L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant</p>

explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;
- les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;
- l'obligation du « permis d'intervention » prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.

L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques.

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :

- [...] ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;
- l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

Constats :

L'exploitant dispose de nombreuses consignes pour encadrer ses activités en marche normale et en phase accidentelles, telles que les consignes particulières relatives aux travaux par points chauds, à l'instruction d'accès et fermeture du site, concernant la ronde GPL, le nettoyage du séchoir, des fiches d'intervention « enceinte confinée », « manœuvres électriques autorisées » et en cas d'accidents...

En phase accidentelle, il dispose d'un POI.

Toutefois, les consignes de sécurité du stockage de gaz liquéfié en réservoir aérien n'intègrent pas les modalités d'aspersion des réservoirs en cas d'incendie ou fuite de gaz avec perte d'électricité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

<p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°4.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Équipements à l'arrêt</p> <p>En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements...)</p> <p>Dans le cas contraire, les mesures de maîtrises de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont maintenues en place et en état de fonctionnement.</p> <p>Si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant prend également toutes les dispositions nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de l'arrêt. La remise en service d'un tel équipement est subordonnée au respect de ces conditions pendant toute la durée de l'arrêt et aux contrôles préalables identifiés par l'exploitant.</p> <p>L'exploitant identifie dans une liste les équipements en phase d'arrêt au sein d'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité).</p> <p>Les consignes d'exploitation et de sécurité prévues à l'article 59 contiennent les dispositions, contrôles et vérifications à mettre en place concernant ces équipements.</p>
<p>Constats :</p> <p>Comme mentionné précédemment, en l'absence d'alimentation électrique, le système de détection de fuite de gaz au niveau des réservoirs aériens de GPL et de report d'alarme associé sont secourus par un onduleur, d'une part, et une batterie, d'autre part.</p> <p>Dans ce contexte, l'exploitant a indiqué que le système existant l'informerait d'un dysfonctionnement technique. Une levée de doute serait initiée à réception de l'alarme, en application des consignes internes.</p> <p>Outre ces aspects, en l'absence d'alimentation électrique, les rampes d'aspersion d'eau des réservoirs aériens de GPL ne fonctionnent pas et leur mise en service n'est pas possible.</p> <p>L'alimentation électrique nécessaire au fonctionnement des détecteurs de gaz n'est secourue que par des onduleurs (micro coupures uniquement).</p> <p>Les procédures existantes concernant notamment le stockage de gaz en réservoir aérien « 536PW122-D02 du 9 novembre 2011, ne fixent pas de consignes spécifiques, ni de mesures compensatoires ou de dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des réservoirs aériens de GPL, en cas de coupure prolongée de l'alimentation électrique du site.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

<p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°5.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secours) (4.a)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Utilités :</p> <p>L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.</p> <p>L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p> <p>Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas défini les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations de stockage de gaz liquéfié en réservoir aérien, en cas de coupure prolongée de l'alimentation électrique du site, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt.</p> <p>Par ailleurs, les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques ne sont pas maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit définir les conditions et modalités de maintien en sécurité de ses installations en cas de coupure de l'alimentation électrique de son site, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités doivent être formalisées dans une procédure.</p> <p>Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques doivent être maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique de la commande principale.</p>
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7
Thème(s) : Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique
Prescription contrôlée : Lorsque les mesures de maîtrise des risques ne sont pas mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale, les réseaux d'utilités les alimentant, lorsqu'ils sont nécessaires à leur fonctionnement, sont fiabilisés ou indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la perte simultanée de plusieurs de ces mesures de maîtrise des risques agissant sur un même scénario accidentel.
Constats : En l'absence d'alimentation électrique, le système de détection de fuite de gaz au niveau des réservoirs aériens de GPL est secouru par un onduleur (micros coupures), et le dispositif de report d'alarme associé, par une batterie (durée maximale estimée à 24 h, avec une batterie en pleine capacité). L'exploitant ne dispose d'aucun dispositif d'alimentation de secours électrique, et n'a pas été en capacité de justifier de l'indépendance de l'alimentation électrique de ces équipements vis-à-vis de l'alimentation générale de son établissement. Par ailleurs, en telle situation, la rampe d'aspersion des réservoirs aériens de gaz liquéfié ne serait pas alimentée en eau, sous pression.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°7. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52
Thème(s) : Actions nationales 2025, Maintenance et test
Prescription contrôlée : Maîtrise des procédés : Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des

dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement. Pour ces mêmes installations, les paramètres importants pour la maîtrise de ces phénomènes sont associés à une alarme ou une sécurité opérationnelle lorsqu'ils sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement définies. Le déclenchement de l'alarme ou la sécurité opérationnelle entraîne si nécessaire la réalisation de mesures correctives appropriées, et le cas échéant la mise en sécurité de l'installation, notamment si la cinétique le justifie. Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, conçus et construits de façon à être fiables, adaptés aux conditions de service prévues et à prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en matière de maintenance et d'essais des dispositifs.

Constats :

L'inspection a consulté le dossier d'ouvrage exécuté (DOE) relatif à l'installation de détection de fuite de gaz. Selon ce document, le fabricant « OLDHAM » des 6 détecteurs Oldham OLCT10 et de la centrale d'acquisitions Oldham MX43 préconise la réalisation de tests réguliers des installations fixes de détection de gaz à une fréquence qui ne doit pas excéder 3 mois, et d'un calibrage annuel des détecteurs.

L'inspection a également consulté les rapports relatifs aux interventions réalisées en 2024 sur ces équipements :

- bordereau n°208784 du 15/03/2024 : remplacement d'une cellule et calibrage des 6 détecteurs fixes ; prochain calibrage : 03/2025, bon fonctionnement des alarmes visuelles et sonores, du report des alarmes et du dispositif d'aspersion des réservoirs aériens ;
- bordereau n°211152 du 7/06/2024 : dépannage, remplacement de la cellule de la voie n°4 ; prévoir remplacement du capteur complet de la voie n°2 mise à l'arrêt ;
- bordereau n°211785 du 19/07/2024 : dépannage, remplacement de la cellule et calibrage de la voie n°2.

L'exploitant ne dispose pas d'une procédure ou consigne spécifique pour encadrer les tests et vérifications précités. L'exploitant n'est pas en capacité de démontrer qu'il respecte les préconisations du fabricant OLDHAM, notamment concernant la fréquence des tests de fonctionnement des capteurs et de l'ensemble de la chaîne d'alerte. Les rapports présentés ne font pas mention du bon état de l'alimentation électrique de secours des dispositifs de détection de gaz et du dispositif de report d'alarme.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°8.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Plan d'action (6)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en conformité

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1^{er} septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité à ces dispositions sont réalisés avant le 1^{er} janvier 2026.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le dépôt complet de la demande d'autorisation de la société SOUFFLET Agriculture concernant l'exploitation de son installation de gaz liquéfié est antérieur au 1^{er} septembre 2022.</p> <p>Aussi, l'exploitant doit identifier les travaux nécessaires pour la mise en conformité de cette installation pour répondre notamment aux écarts notifiés aux Points de Contrôle (PdC) n° 1, 2, 3 et 6 de la présente inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de s'engager dans un plan d'actions pour mettre son installation en conformité avec les dispositions de l'article 56 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, et répondre aux écarts notifiés aux Points de Contrôle (PdC) n° 1, 2, 3 et 6 de la présente inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 10 : Identification des zones à risque

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Locaux à risque</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci.</p> <p>Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan de masse annexé au POI comporte l'identification des zones à risques d'incendie ou d'explosion du site.</p> <p>L'exploitant dispose de nombreuses consignes pour encadrer ses activités en marche normale et en phase accidentelles, telles que les consignes particulières relatives aux travaux par points chauds, à l'instruction d'accès et fermeture du site, concernant la ronde GPL, le nettoyage du</p>

<p>séchoir, des fiches d'intervention « enceinte confinée », « manœuvres électriques autorisées » et en cas d'accidents pour les équipements de manutention.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Consignes d'exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Consignes d'exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel [...]</p> <p>Ces consignes d'exploitation précisent autant que besoin :</p> <ul style="list-style-type: none"> • [...] • l'obligation du « permis d'intervention » prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation.
<p>Constats :</p> <p>Comme mentionné supra, l'exploitant dispose de nombreuses consignes pour encadrer ses activités en marche normale, les conditions générales de mise à l'arrêt et la consignation d'une installation.</p> <p>La procédure 507PP117, dans sa version B, définit l'organisation à mettre en place lors de l'établissement d'un permis de feu pour les interventions d'entreprises extérieures et du personnel interne, au sein du Groupe SOUFFLET.</p> <p>Cette même procédure énumère tous les travaux de nature à provoquer un échauffement thermique, des étincelles et/ou une flamme qui doivent donner lieu à l'établissement d'un permis de feu.</p> <p>Ces consignes sont affichées et tenues à la disposition des personnels du site.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Interdiction d'apporter du feu

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Interdiction de feu</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63.
<p>Constats :</p>

<p>La procédure 507PP117, dans sa version B, énumère tous les travaux de nature à provoquer un échauffement thermique, des étincelles et/ou une flamme qui doivent donner lieu à l'établissement d'un permis de feu, pour tous les travaux effectués sur le site soit par des entreprises extérieures, soit par le personnel interne au Groupe SOUFFLET.</p> <p>Ces consignes sont affichées et tenues à la disposition des personnels du site.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : Travaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Permis de feu</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ; • l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ; • [...] <p>Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du Code du travail, lorsque ce plan est exigé.</p>
<p>Constats :</p> <p>La procédure 507PP117, dans sa version B, énumère tous les travaux de nature à provoquer un échauffement thermique, des étincelles et/ou une flamme qui doivent donner lieu à l'établissement d'un permis de feu, pour tous les travaux effectués sur le site soit par des entreprises extérieures, soit par le personnel interne au Groupe SOUFFLET.</p> <p>Cette procédure rappelle également les règles essentielles applicables dans le cadre de la délivrance d'un permis de feu. Une surveillance doit être faite durant les travaux, dès la fin des travaux et 2 heures après la fin des travaux.</p> <p>Un logigramme reprenant toutes les étapes associées à la délivrance d'un permis feu et liste toutes les consignes à mettre en œuvre pour la réalisation des travaux, et la surveillance à mettre en œuvre, dans ce même cadre.</p> <p>Ces consignes sont affichées et tenues à la disposition des personnels du site.</p> <p>Un plan de prévention est également établi pour les entreprises extérieures qui interviennent régulièrement sur les sites du Groupe SOUFFLET.</p> <p>Ces plans de prévention sont établis pour une durée d'un an (du 01/07 de l'année N au 30/06 de l'année N+1).</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 14 : Plan de prévention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/03/1993, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Obligation plan de prévention
Prescription contrôlée : Un plan de prévention est établi par écrit dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article R. 4512-7 du Code du travail pour les travaux dangereux ci-après énumérés : [...] 4. Travaux effectués sur une installation classée faisant l'objet d'un plan d'opération interne en application de l'article 17 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié. [...]
Constats : Le site SOUFFLET Agriculture d'Auxy, de par son statut Seveso Bas est soumis à POI. Les travaux réalisés par la sous-traitance identifiée sont encadrés par un plan de prévention. Le contrôle par sondage du respect de ces consignes a porté sur le permis délivré le 17 février 2025, au profit de la société SERM, pour des travaux par points chauds dans la galerie de ventilation 1 du silo vertical de stockage en vrac de céréales. Parallèlement à la délivrance du permis de feu précité, l'exploitant a établi une autorisation de travail pour la journée du 17 février 2025 et un plan de prévention a été signé, par les deux parties prenantes à cette intervention, pour la période du 1 ^{er} juillet 2024 au 30 juin 2025. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Dispositions du plan de prévention

Référence réglementaire : Décret du 07/03/2008, article /
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu du plan de prévention
Prescription contrôlée : Article R. 4512-8 du Code du travail Les mesures prévues par le plan de prévention comportent au moins les dispositions suivantes : 1. La définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ; 2. L'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ; 3. Les instructions à donner aux travailleurs ; 4. L'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence et la description du dispositif mis en place à cet effet par l'entreprise utilisatrice ; 5. Les conditions de la participation des travailleurs d'une entreprise aux travaux réalisés par une autre en vue d'assurer la coordination nécessaire au maintien de la sécurité et, notamment, de l'organisation du commandement.
Constats : Le plan de prévention n°432 du 26 juin 2024, signé par la société SOUFFLET Agriculture et son sous-traitant la société SERM, vise tous les travaux à réaliser par la société SERM sur l'ensemble des établissements exploités par la société SOUFFLET Agriculture sur le territoire national, pour la

période du 1^{er} juillet 2024 au 30 juin 2025.

Ce plan de prévention, et l'autorisation de travail, associé au permis de feu délivré le 17 février 2025 au profit de la société SERM, comporte :

- la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants,
- l'ensemble des consignes applicables sur le site,
- les instructions à donner aux opérateurs,
- l'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence et la description du dispositif mis en place à cet effet par l'entreprise utilisatrice.

Le permis du 15 février 2025 examiné ne fait pas mention de travaux réalisés par une autre société durant l'intervention de la société SERM. Aussi, aucune condition de la participation des travailleurs d'une entreprise aux travaux réalisés par une autre en vue d'assurer la coordination nécessaire au maintien de la sécurité n'est porté sur les documents examinés. Toutefois, le permis fait mention d'un permis de consignation.

À noter, **le plan de prévention examiné permet d'identifier le responsable de l'entreprise, mais pas les employés susceptibles d'intervenir pour réaliser les travaux et censés connaître les risques associés et les consignes applicables au sein des établissements de la société SOUFFLET Agriculture.**

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°15.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 16 : Travaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63

Thème(s) : Actions nationales 2025, Permis de feu

Prescription contrôlée :

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants :

- la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;
- l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;
- [...]

Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du Code du travail, lorsque ce plan est exigé.

Constats :

Le plan de prévention n°432 du 26 juin 2024 et l'autorisation de travail associés au permis de feu délivré le 17 février 2025, au profit de la société SERM, comporte :

- la définition des phases d'activité dangereuses,
- les moyens de prévention spécifiques correspondants,
- l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser,
- les conditions d'entretien de ces matériels et installations,
- la justification de la réalisation des conditions d'entretien, via notamment l'autorisation de travail.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Travaux et sous traitance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63

Thème(s) : Actions nationales 2025, Permis de feu

Prescription contrôlée :

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants :

- [...]
- lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité.

Constats :

Le plan de prévention n°432 du 26 juin 2024, signé par la société SOUFFLET Agriculture et son sous-traitant la société SERM, vise tous les travaux à réaliser par la société SERM sur l'ensemble des établissements exploités par la société SOUFFLET Agriculture sur le territoire national, pour la période du 1^{er} juillet 2024 au 30 juin 2025 n'autorise pas la société SERM à employer des sous-traitants.

Le document examiné prévoit néanmoins cette possibilité.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

Thème(s) : Actions nationales 2025, Formation

Prescription contrôlée :

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, l'application des

<p>consignes, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.</p> <p>Des personnes désignées par l'exploitant, chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie ou d'intervention, sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées. Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le responsable du site a reçu une formation sur les risques des installations, l'application des consignes, la conduite à tenir en cas de sinistre ; il a suivi le 28 janvier 2021 une formation spécifique sur les risques présentés par les silos de stockage en vrac de céréales, les risques d'incendie et ATEX, les moyens de prévention et de protection à mettre en œuvre ainsi que les modalités d'établissement de permis de feu et l'analyse des risques à réaliser préalablement. Il est en possession d'une attestation de responsable de site délivré le directeur d'exploitation de la société SOUFFLET Agriculture lui conférant notamment l'aptitude à délivrer les permis de feu. A contrario, aucun justificatif relatif à la formation des personnels, notamment des entreprises sous-traitantes sur les risques des installations, l'application des consignes, la conduite à tenir en cas de sinistre, n'est tenu à la disposition de l'inspection.</p> <p>Le donneur d'ordre du permis de feu n'est pas en capacité de vérifier que les opérateurs sont couverts par le plan de prévention et connaissent les risques associés et les consignes applicables dans l'établissement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°18.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 19 : Surveillance fin de travaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Fin de travaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des travaux réalisés est effectuée par l'exploitant, dans l'objectif de s'assurer de l'absence de risques. Elle fait l'objet d'un enregistrement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'autorisation de travail associée au permis de feu délivré le 17 février 2025, au profit de la société SERM, fait mention de la durée des travaux (heure de début et fin de travaux) et de la liste des points à vérifier avant redémarrage des équipements.</p> <p>Le contrôle de ces points a été effectué par le donneur d'ordre, selon l'autorisation consultée.</p> <p>L'autorisation de travaux par points chauds ou permis de travail fait état des rondes de surveillance réalisées durant les travaux, d'une part, à l'issue des travaux et deux heures après ces mêmes</p>

travaux, d'autre part.

La consultation des documents établis par l'exploitant pour encadrer les travaux par points chauds réalisés le 17 février 2025, par la société SERM, n'appelle pas d'observation sur ce point.
Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite